

relativement à des phénomènes quelconques, pourrait-il n'avoir plus la même efficacité philosophique, aussitôt que, complètement généralisé, il s'appliquera aussi aux phénomènes sociaux, désormais ramenés à de pareilles lois ?

La politique positive est certainement seule capable de contenir convenablement l'esprit révolutionnaire, parce qu'elle seule peut, sans faiblesse et sans inconséquence, lui rendre d'abord une exacte justice, et circonscrire rationnellement, entre ses vraies limites générales, son indispensable influence. Tant que cet esprit n'est attaqué, comme on le voit aujourd'hui, que d'une manière essentiellement absolue, sous les inspirations de la philosophie rétrograde, avec laquelle la politique stationnaire, dépourvue de tout principe propre, coïncide alors nécessairement, il résiste spontanément à ces vaines récriminations qui, quelque légitime qu'en puisse être le fondement partiel, ne sauraient neutraliser l'irrésistible besoin qu'éprouve maintenant notre intelligence de recourir à cet énergique ressort, suivant la théorie précédemment établie. Mais il n'en peut plus être ainsi quand la philosophie nouvelle, tout en manifestant son caractère éminemment organique, se montrera spontanément encore plus apte que la philosophie révolutionnaire elle-même à débarrasser

fièrement la société de tout vestige quelconque de l'ancien système politique. Alors seulement, la tendance anarchique des principes purement révolutionnaires pourra être directement combattue, au nom même de la révolution générale, avec un succès vraiment décisif, qui finira par amener graduellement l'entière absorption de la doctrine révolutionnaire actuelle, dont le principal office politique sera désormais mieux rempli par la philosophie positive.

Indépendamment de ces services immédiats, la cause de l'ordre doit retirer aussi, d'une telle philosophie, des avantages qui, pour être moins directs ou moins saillans, ne sont pas d'une moindre importance politique. Telle sera, d'abord, une exacte appréciation scientifique de la vraie nature des diverses questions sociales, qui devra tant contribuer à la pacification fondamentale, en renvoyant à la réorganisation intellectuelle et morale, à laquelle ils se rapportent essentiellement, plusieurs sujets délicats, qui ne peuvent qu'entretenir, au sein de la société, une profonde irritation, aussi dangereuse que stérile, quand on s'obstine à les rattacher surtout à la réorganisation politique proprement dite, comme je l'ai précédemment expliqué. Ayant mis en pleine évidence que l'état présent des sociétés modernes ne saurait immé-

diatement comporter, de toute nécessité, que des institutions purement provisoires, la politique positive tendra spontanément ainsi à détourner des divers pouvoirs existans, et, à plus forte raison, de leurs titulaires quelconques, l'attention si exagérée que leur accorde encore l'opinion générale, pour concentrer, au contraire, tous les efforts principaux sur une sage rénovation fondamentale des idées sociales, et par suite des mœurs publiques. Les bons esprits ne sauraient craindre d'ailleurs que cette indispensable diversion rationnelle, doht le terme est nettement défini, puisse jamais dégénérer en une funeste indifférence politique, puisqu'une telle doctrine, incompatible avec tout vain prestige, ne s'est nullement interdit l'élaboration directe des institutions proprement dites, vers laquelle son activité se dirigera nécessairement dès qu'elle pourra acquérir une véritable importance. Jusque alors, outre que la perspective finale d'une entière régénération politique sera spontanément toujours rappelée, cette doctrine s'efforcera même accessoirement d'imprimer aux institutions établies les modifications diverses qui pourront être nécessaires pour que, au lieu d'entraver, elles secondent, autant que possible, l'évolution intellectuelle et morale. Mais, tant qu'ils rempliront cette indispensable condition, les pouvoirs provi-

soires, quelle que soit leur organisation, verront notablement augmenter leur sécurité effective par l'influence naturelle de la politique positive, seule capable de faire habituellement sentir aux peuples que, dans l'état présent de leurs idées, aucun changement politique ne saurait offrir une importance vraiment capitale, tandis que les perturbations plus ou moins graves qui en résultent, outre leurs inconvéniens propres, ont, au contraire, de toute nécessité, une funeste tendance à entraver le développement spontané de la solution finale, soit parce qu'elles en dissimulent momentanément l'indispensable besoin continu, soit en détournant l'attention publique. On doit aussi noter que l'esprit, éminemment relatif, de la philosophie positive, malgré son invariable unité, devra graduellement dissiper, au profit évident de l'ordre général, cette disposition absolue, aussi étroite qu'irrationnelle, commune à la politique théologique et à la politique métaphysique, qui les porte sans cesse à vouloir uniformément réaliser, dans tous les états possibles de la civilisation, leurs types respectifs d'immuables gouvernemens, et qui, par exemple, a conduit même à ne concevoir, de nos jours, d'autre moyen fondamental de civiliser Taïti qu'à l'aide d'une importation banale du protestantisme et du régime parlementaire!

En considérant, sous le même aspect, une influence moins prononcée mais plus permanente de la politique positive, on peut reconnaître, en second lieu, que, même à l'égard des maux politiques incurables, elle tend puissamment, par sa nature, à consolider l'ordre public, par le développement rationnel d'une sage résignation. La politique métaphysique, qui regarde l'action politique comme nécessairement indéfinie, ne saurait comporter une semblable disposition, dont l'influence habituelle, quoique constituant une vertu purement négative, offre un secours si indispensable, à tous égards, contre la douleur destinée de l'homme. Quant à la résignation religieuse, et surtout chrétienne, elle n'est, à vrai dire, malgré tant d'emphatiques éloges, qu'une prudente temporisation, qui fait supporter les malheurs présents en vue d'une ineffable félicité ultérieure. Il ne peut, évidemment, exister de vraie résignation, c'est-à-dire de disposition permanente à supporter, avec constance, et sans aucun espoir de compensation quelconque, des maux inévitables, que par suite d'un profond sentiment des lois invariables qui régissent tous les divers genres de phénomènes naturels. C'est donc exclusivement à la philosophie positive que se rapporte une telle disposition, à quelque sujet qu'elle s'ap-

plique, et, par conséquent, à l'égard aussi des maux politiques. S'il en est que la science réelle ne saurait convenablement atteindre, et je ne crois pas qu'on puisse en douter, elle y pourra, du moins, comme envers les fatalités non moins pénibles de la vie individuelle, mettre toujours en pleine évidence leur incurabilité nécessaire, de manière à calmer habituellement les douleurs qu'ils produisent par l'assidue conviction des lois naturelles qui les rendent insurmontables. A raison de sa complication supérieure, le monde politique doit être certes encore plus mal réglé que le monde astronomique, physique, chimique, ou biologique. D'où vient donc que les imperfections radicales de la condition humaine, contre lesquelles nous sommes toujours prêts à nous insurger avec indignation sous le premier rapport, nous trouvent, au contraire, essentiellement calmes et résignés sous tous les autres, quoiqu'elles n'y soient pas moins prononcées, ni moins choquantes? On ne saurait douter, ce me semble, que cet étrange contraste ne tienne surtout à ce que la philosophie positive n'a pu jusqu'ici développer notre sentiment fondamental des lois naturelles qu'envers les plus simples phénomènes, dont l'étude plus facile a dû se perfectionner d'abord. Quand la même condition intellectuelle aura été enfin rem-

plie aussi relativement aux phénomènes sociaux, elle y produira nécessairement des conséquences analogues, en faisant pénétrer, dans la raison publique, les germes salutaires d'une judicieuse résignation politique, générale ou spéciale, provisoire ou indéfinie. Ce serait bien peu connaître les lois essentielles de la nature humaine, que de nier systématiquement l'efficacité nécessaire d'une telle conviction habituelle, pour concourir, à un haut degré, à la pacification fondamentale, en calmant la vaine inquiétude qu'inspire trop souvent le chimérique redressement de maux politiques vraiment inévitables. Aucun esprit juste ne redoutera d'ailleurs qu'une stupide apathie puisse jamais résulter de cette résignation rationnelle, qui n'a point le caractère passif de la résignation religieuse. Car, une semblable philosophie n'impose de soumission habituelle qu'à la nécessité pleinement démontrée, et prescrit, au contraire, le noble exercice direct de l'activité humaine, aussitôt que l'analyse du sujet permet d'en espérer une véritable efficacité quelconque.

Pour caractériser enfin, par un dernier trait irrécusable, la tendance spontanée de la nouvelle philosophie politique au raffermissement général de l'ordre public, je dois ajouter ici, que, avant même qu'elle ait pu finalement établir aucune

théorie sociale, elle tendra directement, par la seule influence de la méthode, à ramener les intelligences actuelles à un état vraiment normal. Car en imposant à la culture générale des questions politiques, une série nécessaire de conditions scientifiques, dont l'indispensable rationalité ne puisse donner lieu à aucun soupçon d'arbitraire, elle aura, par cela même, dissipé le principal désordre, qui consiste surtout dans l'accès tout-à-fait illimité que la politique actuelle ouvre forcément, en ce genre, aux esprits les plus vulgaires et les moins préparés. La simple extension, à la catégorie des phénomènes sociaux, de ma hiérarchie scientifique fondamentale, présente aussitôt un puissant moyen de discipline intellectuelle, comme je l'ai indiqué au premier volume de ce Traité, en manifestant, avec une pleine évidence, propre à subjuguier finalement l'esprit le plus rebelle, la longue et difficile élaboration préliminaire qu'exige, par sa nature, toute rationnelle exploration des sujets sociaux, qui ne saurait comporter de succès vraiment scientifique que de la part d'intelligences fortement trempées, dignement préparées, quant à la méthode ou à la doctrine, par une étude préalable, suffisamment approfondie, de toutes les autres branches successives de la philosophie positive, afin de traiter conven-

nablement les recherches les plus complexes que notre raison puisse aborder. Il serait certainement inutile d'insister davantage ici sur l'explication directe d'une influence aussi évidente, qui sera d'ailleurs spontanément examinée, à divers titres, dans la suite de ce volume. Cette sommaire indication suffit, sans doute, pour que, sous ce rapport capital, comme sous les divers aspects précédens, la tendance éminemment organique de la nouvelle philosophie politique ne puisse être sérieusement contestée par aucun de ceux qui ont étudié avec quelque soin le véritable esprit général de l'époque actuelle.

Je devais m'attacher ici à signaler surtout, comme plus fréquemment méconnue, cette propriété capitale de la politique positive de pouvoir seule aujourd'hui développer spontanément, avec une énergique et féconde efficacité, le sentiment fondamental de l'ordre, soit public, soit même privé, que l'état présent de l'esprit humain livre, de toute nécessité, à la vicieuse et insuffisante protection de la politique stationnaire et de la politique rétrograde, en ce sens identiques. Relativement au progrès, l'aptitude, beaucoup moins contestée, d'une telle philosophie n'exige point, en ce moment, des explications aussi étendues. Car, à quelque sujet qu'il s'applique, l'esprit po-

sitif se montre toujours, par sa nature, directement progressif, étant sans cesse occupé à accroître la masse de nos connaissances et à en perfectionner la liaison : aussi les exemples usuels d'incontestable progression sont-ils surtout empruntés aujourd'hui aux diverses sciences positives. Sous le point de vue social, l'idée rationnelle de progrès, telle qu'on commence à la concevoir, c'est-à-dire de développement continu, avec tendance inévitable et permanente vers un but déterminé, doit être certainement attribuée, comme j'aurai lieu de l'expliquer spécialement dans la leçon suivante, à l'influence inaperçue de la philosophie positive, seule capable d'ailleurs de dégager irrévocablement cette grande notion de l'état vague et même flottant où elle se trouve encore, en assignant nettement le but nécessaire de la progression et sa véritable marche générale. Quoique le premier essor du sentiment de progrès social soit certainement dû en partie au christianisme, en vertu de sa solennelle proclamation d'une supériorité fondamentale de la nouvelle loi sur l'ancienne, il est néanmoins évident que la politique théologique, procédant d'après un type immuable, dont un passé déjà lointain offre seul la réalisation suffisante, doit être aujourd'hui regardée comme radicalement incompatible avec toute idée véri-

table de progrès continu, et manifeste, au contraire, ainsi que je l'ai montré, un caractère profondément rétrograde. La politique métaphysique, dogmatiquement envisagée, présenterait, à un degré presque aussi prononcé, d'après les mêmes motifs essentiels, une incompatibilité analogue, si la liaison beaucoup moindre de ses doctrines ne la rendait bien plus accessible à l'esprit général de notre temps. On peut remarquer, en effet, que les notions de progrès n'ont vraiment commencé à préoccuper vivement la raison publique que depuis que la métaphysique révolutionnaire a perdu son premier ascendant. C'est donc essentiellement à la politique positive qu'est désormais réservé le développement général de l'instinct progressif, comme celui de l'instinct organique.

La seule idée de progrès qui soit réellement propre à la politique révolutionnaire, consiste dans la pleine extension continue de la liberté, c'est-à-dire, en termes plus positifs, de l'essor graduel des facultés humaines; ce qui constitue surtout une notion négative, en rappelant essentiellement une suppression croissante des diverses résistances. Or, même en ce sens restreint, la supériorité nécessaire de la politique positive ne saurait, ce me semble, être contestée. Car la vraie liberté ne peut consister,

sans doute, qu'en une soumission rationnelle à la seule prépondérance, convenablement constatée, des lois fondamentales de la nature, à l'abri de tout arbitraire commandement personnel. La politique métaphysique a vainement tenté de consacrer ainsi son empire, en décorant de ce nom de lois les décisions quelconques, si souvent irrationnelles et désordonnées, des assemblées souveraines, quelle que soit leur composition; décisions d'ailleurs conçues, par une fiction fondamentale, qui ne peut changer leur nature, comme une fidèle manifestation des volontés populaires. Mais tout ce culte métaphysique des entités constitutionnelles ne saurait aujourd'hui vraiment dissimuler la tendance profondément arbitraire, qui caractérise nécessairement toute philosophie non positive. Tant que les phénomènes politiques ne seront point, à l'exemple de tous les autres, rattachés à d'invariables lois naturelles, et qu'ils continueront à être essentiellement rapportés à des volontés quelconques, soit divines, soit même humaines, l'arbitraire ne saurait être vraiment exclus des divers réglemens sociaux; et, par conséquent, malgré tous les artifices constitutionnels, la liberté restera forcément illusoire et précaire, à quelque volonté qu'on prétende d'ailleurs appliquer notre obéissance journalière. Je reviendrai naturellement

plus tard sur cette importante considération. Mais, n'est-il pas, dès ce moment, évident que la liberté absolue dont la métaphysique révolutionnaire a doté aujourd'hui notre intelligence, ne lui sert finalement, en réalité, qu'à courir sans cesse d'une aberration à une autre, sous l'audacieux ascendant, momentanément irrésistible, des esprits les moins compétens? La politique positive pourra seule, en établissant de vrais principes sociaux, empêcher enfin ce déplorable entraînement, et substituer de plus en plus l'empire des convictions réelles à celui des volontés arbitraires; de telle sorte que, à cet égard, comme à tant d'autres, le besoin du progrès et celui de l'ordre seront spontanément confondus dans une commune satisfaction.

Cette nouvelle philosophie sociale est tellement propre, par sa nature, à réaliser aujourd'hui l'entier accomplissement de tous les vœux légitimes que peut former la politique révolutionnaire, que seule elle saura même terminer convenablement l'opération critique qui en constitue le principal objet, en faisant graduellement disparaître, sans aucun espoir de retour, tout ce qui reste encore de l'ancien système politique, dont il ne doit finalement subsister que l'inaltérable souvenir d'une indispensable participation à l'évolution

fondamentale de l'humanité. Jusqu'ici cette grande lutte a dû être, comme je l'ai déjà indiqué, ostensiblement dirigée par la métaphysique révolutionnaire, simplement secondée par le développement graduel et la propagation croissante de l'esprit positif. Mais, à vrai dire, ce dernier progrès naturel de la raison humaine donnait seul une irrésistible puissance à la doctrine qui lui servait ainsi d'organe provisoire, et dont la faible consistance logique eût été, sans un tel appui, incapable d'un aussi grand succès; comme on le sent avec évidence quand on relit aujourd'hui, de sang froid, la frivole et débile argumentation sophistique qui caractérise presque tous les écrits philosophiques du siècle dernier. Au point décisif où la lutte est maintenant parvenue, elle ne saurait être irrévocablement complétée que par l'intervention directe et prépondérante de la philosophie positive. Car, sous le rapport logique, qui finalement domine, la critique révolutionnaire est certainement impuissante aujourd'hui à renverser le système philosophique, trop profondément combiné, de l'école rétrograde, qui, dans toute discussion régulière, l'aurait bientôt amenée à convenir qu'elle accorde les principes essentiels du régime ancien en refusant leurs plus indispensables conséquences, ainsi que je l'ai

expliqué : aussi l'esprit révolutionnaire se soutient-il, surtout maintenant, par un appel plus ou moins direct à des passions qui tendent d'ailleurs à s'amortir graduellement. L'école positive, seule pleinement conséquente, et par suite seule, au fond, vraiment progressive, en rendant d'ailleurs, sans la moindre altération de ses propres principes, une exacte justice philosophique à chacune des doctrines actuelles, pourra seule arrêter radicalement l'essor rétrograde, perturbateur quoique stérile, de l'école catholique, en posant directement, dans l'ordre des idées sociales, en présence de l'esprit religieux, son éternel antagoniste, l'esprit scientifique, qui l'a déjà réduit, dans toutes les autres catégories intellectuelles, à la plus irrévocable nullité, comme je crois l'avoir surabondamment prouvé par l'ensemble des trois autres volumes de ce Traité : et cette influence accessoire s'exercera spontanément, de manière à ne point déranger le cours général de l'opération principale, ainsi qu'on le voit d'ordinaire à l'égard d'une science quelconque, dont l'action critique, quelque énergique qu'elle soit, n'est jamais qu'une suite collatérale de son développement organique. A la vérité, l'esprit positif ne pourra ainsi enlever à jamais à l'esprit théologique toute influence politique, sans que

la même condamnation n'enveloppe aussi, de toute nécessité, l'esprit métaphysique, qui, malgré sa rivalité, n'en est point, aux yeux de la science, essentiellement distinct. Mais cette double exclusion simultanée ne serait, sans doute, qu'un grand avantage de plus, aussi bien pour le progrès que pour l'ordre, à la fois non moins compromis aujourd'hui par la prépondérance momentanée des avocats que par la vaine opposition des prêtres.

Considérant enfin la cause générale du progrès politique sous le point de vue pratique le plus étendu, on ne saurait méconnaître les puissantes ressources, nécessaires quoique indirectes, que la nouvelle philosophie politique doit graduellement présenter à l'amélioration fondamentale de la condition sociale des classes inférieures, qui constitue certainement la plus grave difficulté de la politique contemporaine. La politique révolutionnaire, qui seule a servi d'organe jusqu'ici à cette partie du problème social, n'a pu l'envisager encore que sous le point de vue insurrectionnel. Toute sa solution se réduit essentiellement d'ailleurs à déplacer la difficulté, en ouvrant artificiellement une issue plus ou moins large aux plus actives ambitions populaires ; et c'est aussi ce que projette, à son imitation, la politique stationnaire, à



cela près de la circonspection exagérée qui la caractérise habituellement. Mais cet irrationnel expédient, quelle que puisse être sa nécessité provisoire, laisse évidemment tout-à-fait intacte la question principale : une telle satisfaction, procurée à un petit nombre d'individus, ordinairement devenus ainsi les déserteurs de leur classe, ne saurait, à la longue, aucunement apaiser les justes plaintes des masses, dont la condition générale ne reçoit ainsi aucune amélioration décisive, à moins qu'on ne veuille décorer de ce nom les espérances, chimériques pour la plupart des individus, qu'entretient sans cesse l'appât dérisoire de cette sorte de jeu ascensionnel, non moins trompeur que tout autre jeu. Il est même incontestable qu'en développant des desirs démesurés, dont la commune satisfaction est impossible, en stimulant la tendance, déjà trop naturelle aujourd'hui, au déclassement universel, on ne décharge ainsi le présent qu'en aggravant beaucoup l'avenir, en suscitant de nouveaux et puissans obstacles à toute vraie réorganisation sociale. Telle est cependant, sur ce grand sujet, l'uniforme pensée des docteurs actuels. Ceux qui, de nos jours, ont le plus qualifié d'anarchique cette vaine solution, sont tombés, à cet égard, dans la plus étrange inconséquence, d'ailleurs éminemment

dangereuse, en poursuivant encore davantage la méthode même qu'ils condamnaient, par l'inqualifiable proposition de supprimer directement toute propriété réelle; comme si cette absurde utopie pouvait, du reste, apporter au mal aucun remède durable. La masse de notre espèce étant évidemment destinée, d'après une insurmontable fatalité, à rester indéfiniment composée d'hommes vivant, d'une manière plus ou moins précaire, des fruits successifs d'un travail journalier, il est clair que le vrai problème social consiste, à cet égard, à améliorer la condition fondamentale de cette immense majorité, sans la déclasser nullement, et sans troubler l'indispensable économie générale. Mais une telle manière de concevoir la question est exclusivement réservée, par sa nature, à la politique positive, envisagée comme présidant à la classification finale des sociétés modernes. Quoique le développement d'une pareille recherche directe soit incompatible avec la nature essentiellement spéculative de ce Traité, je ne devais pas néanmoins négliger ici la mention sommaire d'un point de vue aussi important. En dissipant irrévocablement tout vain prestige, et rassurant pleinement les classes dirigeantes contre toute invasion de l'anarchie, la nouvelle philosophie pourra seule utilement diriger la politique

populaire proprement dite, indépendamment de sa double efficacité spontanée, ci-dessus indiquée, soit pour détourner de l'ordre purement politique ce qui ressort de l'ordre intellectuel et moral, soit pour inspirer, à l'égard des maux finalement incurables, une sage et ferme résignation. On reconnaîtra d'ailleurs aisément, dans le cours de ce volume, que cette philosophie, en poussant nécessairement, à la tête du mouvement social, des capacités dont les droits légitimes sont presque aussi méconnus aujourd'hui que ceux des prolétaires, tend, par une liaison spontanée des têtes avec les bras, à imprimer à la cause commune un caractère de grandeur spéculative et de consistante unité, qui doit puissamment contribuer à son succès final, et qui ne saurait être autrement réalisé. Toute indication plus spéciale s'écarterait essentiellement de l'esprit spéculatif de cet ouvrage. J'aurai, du reste, dans la suite de ce volume, plusieurs occasions naturelles de faire directement sentir que la réorganisation spirituelle, en interposant habituellement, entre les ouvriers et leurs chefs, une commune autorité morale, aussi indépendante qu'éclairée, offrira plus tard la seule base régulière d'une paisible et équitable conciliation générale de leurs principaux conflits, presque abandonnés aujourd'hui à la brutale

discipline d'un antagonisme purement matériel.

Quelque imparfaits que doivent être encore les divers aperçus généraux que je viens d'ébaucher, ils suffisent néanmoins, ce me semble, pour faire ici nettement pressentir les principales propriétés politiques qui doivent nécessairement caractériser la philosophie positive, indifféremment considérée quant à l'ordre, ou quant au progrès. C'est ainsi que cette nouvelle philosophie sociale, malgré sa sévère appréciation rationnelle des différens partis existans, peut naturellement trouver, auprès de chacun d'eux, un irrécusable accès général, en se montrant apte à créer des moyens plus efficaces d'attendre le but respectif qu'il poursuit trop exclusivement. Une telle politique, convenablement appliquée, pourra utiliser, dans l'intérêt de la réorganisation finale, au profit commun de son ascendant graduel, tous les événemens importants que comporte l'état présent de la société, avant même que d'avoir pu aucunement y intervenir. Soit que, dans un triomphe momentané, chaque parti manifeste plus profondément son insuffisance sociale; soit, au contraire, que, dans le désespoir d'une grave défaite, il se montre plus disposé à accueillir de nouveaux moyens d'action politique; soit enfin qu'une sorte de torpeur universelle mette plus à nu l'ensemble des besoins

sociaux ; la nouvelle philosophie pourra toujours saisir aujourd'hui une certaine issue générale, pour faire uniformément pénétrer, par une opportune application journalière, son enseignement fondamental.

Toutefois, il faut, à mon gré, renoncer essentiellement d'avance, sous ce rapport, à toute vraie conversion de l'école rétrograde, intégralement considérée. Sauf d'heureuses anomalies individuelles, qui ne cessent d'être possibles, et qui pourront aujourd'hui même devenir plus fréquentes, il existe, entre la philosophie théologique et la philosophie positive, surtout à l'égard des idées sociales, une antipathie trop fondamentale, pour que la première puisse jamais apprécier suffisamment la seconde, malgré l'aptitude bien constatée de celle-ci à mieux satisfaire au besoin commun d'une vraie réorganisation : ici, comme en tout autre cas, la théologie s'éteindra nécessairement devant la physique, mais sans pouvoir se transformer, sous sa direction, au-delà de sa modification actuelle. Il faut d'ailleurs reconnaître, à ce sujet, que ce n'est point l'ordre, en général, que poursuit aujourd'hui l'école rétrograde, mais seulement un ordre unique et invariablement préconçu, auquel se rattachent surtout ou des habitudes d'esprit particulières, ou même l'instinct des intérêts spé-

ciaux : en dehors de son exclusive utopie, tout lui semble également désordonné, et par suite, essentiellement indifférent. La politique stationnaire lui a même justement reproché, de nos jours, de prêter directement, aux plus pernicieuses tentatives de désordre, un coupable appui momentané, dans le vain espoir de pousser ainsi, avec plus d'énergie, à la restauration ultérieure de sa propre domination, qu'elle se flatterait de faire dès-lors accepter à la société, comme seule voie de salut contre une imminente anarchie matérielle. Dans son prétendu dévouement à l'ordre général, l'école rétrograde a donc fréquemment trahi sa disposition prépondérante à vouloir le moyen beaucoup plus que le but lui-même. Mais, l'école stationnaire, chez laquelle l'amour de l'ordre, sans être peut-être plus désintéressé au fond, est certainement, ce qui importe surtout, infiniment plus impartial, à raison même de son défaut caractéristique de principes propres et fixes, offrira spontanément, sous ce rapport, à la nouvelle philosophie politique, l'accès général auquel elle ne saurait raisonnablement prétendre auprès de l'école rétrograde. Quoique les vaines fictions métaphysiques de la politique constitutionnelle ou parlementaire tendent aujourd'hui à détourner gravement de la vraie solution, elles

n'ont pu heureusement acquérir, sur le continent européen, un assez profond ascendant pour empêcher cette philosophie de faire utilement entendre sa voix rationnelle à une école aussi franchement disposée que l'est, certainement, en général, l'école stationnaire, à établir enfin, dans les sociétés modernes, un ordre vraiment stable, n'imposant d'après quels principes. On peut donc espérer ainsi d'agir utilement, à un certain degré, sur cette partie essentielle du monde politique actuel.

Néanmoins, je ne dois pas dissimuler ici que l'école purement révolutionnaire me paraît être aujourd'hui la seule sur laquelle la politique positive puisse exercer directement une action vraiment capitale; parce que, malgré tous ses graves inconvéniens, que je n'ai certes nullement déguisés, cette école a seule maintenant un caractère essentiellement progressif, qui, en dépit de tous ses préjugés, lui tient l'esprit toujours ouvert à de nouvelles inspirations politiques. Son but principal, l'entière élimination du régime ancien, la politique nouvelle le poursuivra aussi spontanément, et d'une manière bien plus efficace, quoique simplement accessoire. Tout ce que ses doctrines propres renferment de provisoirement indispensable, sera naturellement absorbé par la politique positive, tout en repoussant à jamais les

tendances anarchiques, auxquelles, quoi qu'on en puisse dire, l'école révolutionnaire a déjà cessé de tenir spécialement, sous la seule condition, dès lors pleinement remplie, du progrès effectif. Enfin, quoique l'ancien système soit certes assez décomposé maintenant pour permettre, et même pour exiger, l'élaboration directe de la vraie réorganisation sociale, on peut cependant prévoir aisément que le cours naturel des événemens, qui n'attend pas toujours nos lentes préparations philosophiques, déterminera, plus ou moins prochainement, soit en vertu même de notre état intellectuel, soit à raison des fautes commises par les gouvernemens actuels, de nouvelles explosions pratiques de la doctrine révolutionnaire, dont j'indiquerai plus tard les principaux caractères, et qui, dès lors malheureusement inévitables, deviendront peut-être même relativement indispensables, afin d'ôter radicalement, à la fatale apathie de notre vaine intelligence, tout espoir quelconque de satisfaire, sans aucun frais d'invention fondamentale, aux conditions essentielles du problème social, par cette chimérique reconstruction de l'ancienne philosophie politique, qui constitue aujourd'hui la ressource banale de tant d'esprits incompetens. Sans intervenir directement en de tels conflits, autrement que pour utiliser les en-

seignement qu'ils sont naitre, la politique positive, qui les aura prévus, ne saurait prétendre à y troubler les derniers actes de prépondérance de la métaphysique révolutionnaire.

Du reste, cette nouvelle philosophie, essentiellement destinée, par sa nature, à imprimer un essor plus complet à toutes les diverses facultés réelles de notre intelligence, ne saurait, sans doute, tendre, à aucune époque, à atrophier une aussi importante disposition générale que celle qui constitue l'esprit critique proprement dit. Tout en le subordonnant désormais irrévocablement à l'esprit organique, elle lui ouvrira directement, comme je l'indiquerai en son lieu, de nouvelles et larges destinations politiques, bien autrement intéressantes que la fastidieuse reproduction actuelle des satires philosophiques du siècle dernier. Au lieu de continuer, au profit essentiel des avocats, une guerre monotone contre l'influence sacerdotale, l'esprit critique prendra, sans doute, une activité bien plus complète et plus incisive, en même temps que plus utile, lorsque, sous les inspirations générales de la philosophie positive, il entreprendra la démolition simultanée de toute puissance métaphysique ou théologique. En outre, les vrais élémens définitifs du nouveau système social ne prêteront que

trop eux-mêmes, surtout dans l'origine, comme tous les pouvoirs naissans, à un large exercice direct, et plus ou moins continu, de l'esprit satirique, dont l'inévitable contrôle pourra exercer une très heureuse influence secondaire sur le développement graduel du caractère politique qui doit finalement appartenir à chacun d'eux. On ne peut donc douter, d'après un tel ensemble de motifs principaux, que la nouvelle philosophie sociale ne puisse justement espérer aujourd'hui de trouver, à divers titres, certains points d'appui naturels dans les sections les plus avancées de l'écolerévolutionnaire proprement dite. Quelles que soient cependant, même dans cette école, les dispositions favorables que puissent lui offrir les différentes parties du monde politique actuel, ces secours accessoires, très affaiblis d'ailleurs par une inévitable opposition de doctrines, ne sauraient évidemment dispenser, en aucune manière, cette philosophie de compter surtout directement sur sa supériorité scientifique, première et constante source de son ascendant graduel.

Une philosophie sociale qui, prenant la science réelle pour base générale indispensable, appelle immédiatement aujourd'hui l'esprit scientifique à régénérer le monde politique, semble, au premier aspect, devoir surtout attendre, sinon une

coopération active, du moins des encouragemens énergiques et soutenus, de la part de la classe choisie qu'elle tend spontanément à élever par degrés à une aussi éminente position fondamentale. Je dois ici naïvement avouer que, dans mes premiers travaux de philosophie politique, j'ai essentiellement partagé cette illusion très naturelle, dont une longue expérience personnelle m'a seule ensuite péniblement détrompé. L'indifférence politique de la plupart des savans actuels, quoique vraiment monstrueuse, en un temps où les questions sociales sont les plus belles et les plus urgentes de toutes, me paraissait alors tenir principalement au profond dégoût intellectuel que doit, en effet, leur inspirer d'abord le caractère vague et arbitraire des méthodes qui président encore à de telles recherches, opposé à la parfaite rationalité des procédés scientifiques. Mais, malgré l'incontestable influence de cette première cause, un examen ultérieur m'a depuis graduellement conduit à reconnaître d'autres motifs, à la fois moins honorables et plus puissans, d'après lesquels cette nouvelle philosophie doit très-peu compter sur les dispositions favorables des savans actuels, si même elle ne doit pas craindre, à certains égards, leur résistance plus ou moins ouverte, partielle d'ailleurs ou momentanée, à

la propre ascension politique de leur classe (1).

Outre la commune participation fondamentale de toutes les diverses classes de la société à l'anarchie intellectuelle et morale qui caractérise si profondément notre époque, chacune d'elles a aussi sa manière propre de manifester plus spécialement ses tendances anarchiques. C'est ce que font d'abord les savans actuels par les vains conflits journaliers qui s'élèvent entre eux sur leurs attributions respectives, chaque fois qu'une même question, touchant simultanément à plusieurs branches essentielles de la philosophie naturelle, soulève des débats sans issue, qui témoignent clairement l'absence de toute véritable discipline scientifique. Mais, quelle que soit l'importance très significative de cette première considéra-

(1) Je crois devoir noter ici un trait vraiment caractéristique, bien propre à montrer à quel déplorable degré cette classe, malgré le vain orgueil de la plupart de ses membres, est aujourd'hui dépourvue de tout sentiment profond de sa vraie dignité sociale. Nos législateurs métaphysiciens ont introduit, il y a quelques années, dans la loi électorale française, une étrange disposition qui admet la qualité d'académicien à compter désormais pour cent francs dans le cens électoral, sans à compléter en espèces le reste de la capacité. Or, les savans n'ont, certes, nullement témoigné, alors ni depuis, la moindre tendance à repousser avec indignation une telle dérision législative, d'après laquelle tout savant équivalait politiquement à la moitié d'un électeur vulgaire : ils auraient plutôt voté de solennels remerciemens aux avocats pour l'octroi de cette gratification, dont la plupart se sont empressés de profiter couramment.

tion, l'anarchie scientifique se révèle aujourd'hui surtout, d'une manière à la fois bien plus caractéristique et plus dangereuse, par l'unanime répugnance de nos savans contre toutes sortes de généralités, par leur prédilection exclusive, vicieusement systématisée, pour des spécialités de plus en plus étroites (1). Ce n'est point ici le lieu de poser

(1) Cette aversion des généralités, cette antipathie prononcée contre tout généralisateur quelconque, de quelque manière qu'il puisse procéder, tiennent aussi, chez beaucoup de savans actuels, à un secret instinct d'égoïsme, que je crois devoir, avec ma franchise habituelle, caractériser ici en peu de mots, tout en avertissant d'ailleurs qu'il ne saurait, par sa nature, jamais exister, même aujourd'hui, qu'une influence purement accessoire, comparativement à la grande cause intellectuelle indiquée dans le texte.

La philosophie naturelle est déjà loin maintenant de ces temps primitifs, si bien décrits par Fontenelle, où la prudence paternelle croyait devoir soigneusement interdire la carrière scientifique, qui dès-lors ne pouvait essentiellement comporter que de vraies vocations, plus ou moins prononcées. Comme les occupations bien caractérisées sont, dans la nature humaine, éminemment exceptionnelles, et qu'aucune classe ne saurait être principalement composée d'anomalies, il a bien fallu, à mesure que la science, en se développant, acquérait plus d'importance sociale, qu'elle donnât accès à des intelligences plus vulgaires. Il arrive donc aujourd'hui, et il arrivera sans doute de plus en plus désormais, par suite même des encouragemens, d'ailleurs si utiles, prodigués aux diverses sciences spéciales, que les vocations réelles deviennent, proportionnellement, de moins en moins nombreuses dans le monde scientifique, qui tend de plus en plus à se composer, en majeure partie, d'individus peu éminens, ayant choisi cette profession au même titre que toute autre, et dont les travaux, sans pouvoir jamais imprimer à la science aucune impulsion capitale, maintiennent honorablement son état présent, avec quelques utiles améliorations graduées. Or, ceux-là surtout doivent être habituellement acharnés, d'une manière

convenablement la grande question philosophique de la véritable harmonie fondamentale qui doit régner entre l'esprit d'ensemble et l'esprit de détail, et dont l'exacte appréciation ne peut constituer que l'une des principales conclusions finales de ce Traité. Dans l'analyse historique du développement intellectuel, nous aurons bientôt l'occasion d'apprécier déjà directement le spécieux paradoxe, graduellement élaboré pendant les deux derniers siècles, qui permet aujourd'hui à tant d'esprits médiocres de se faire même un facile mérite scientifique du rétrécissement excessif de leurs occupations journalières, au nom de cette étrange organisation du travail, incidemment signalée au second volume, qui assigne

plus absolue, contre toute philosophie générale, surtout positive, non-seulement en vertu d'un esprit plus étroit qui les empêche d'en saisir la portée réelle, mais aussi à cause de son inévitable influence pour réduire, à leur juste appréciation, leurs travaux ordinaires. Car, l'avènement des généralités vraiment positives ne permettra plus d'attacher une haute importance aux recherches de détail que dans le cas rare où elles tendront directement à déterminer de grands progrès; ce qui rendra nécessairement bien plus difficile l'accès des principales positions scientifiques, auxquelles les notabilités éphémères pourront ainsi de moins en moins prétendre, étant dès-lors régulièrement assujéties enfin à de vrais et inévitables jugemens. De ceux-là, principalement, provient le prétexte banal tiré des généralités vicieuses, comme si toutes les spécialités étaient ordinairement bonnes, et comme si ce n'était point surtout aux savans à distinguer judicieusement à cet égard, suivant leur fonction sociale de guides rationnels de l'opinion publique, qu'ils abandonnent ainsi, contre leur propre intention, aux seuls métaphysiciens.

minutieusement les cadres respectifs des moindres spécialités, sans laisser aucune place déterminée à l'étude des rapports généraux, essentiellement abandonnée ainsi aux digressions accidentelles des divers savans, qui les cultiveraient, à titre de passe-temps, sans aucune préparation propre. Il deviendra dès lors irrécusable que ce prétendu principe ne constitue qu'une irrationnelle systématisation métaphysique, tendant à consacrer, comme absolue et indéfinie, la situation transitoire de notre intelligence pendant le premier âge de la philosophie positive, où l'esprit de détail devait, en effet, nécessairement régner, jusqu'à ce que la positivité eût successivement pénétré dans tous les ordres de phénomènes naturels, condition désormais suffisamment remplie. Quoi qu'il en soit, je ne dois ici distinctement indiquer, à ce sujet, que la simple considération politique, qui impose, avec tant d'évidence, l'indispensable obligation d'une entière généralité à toute philosophie aspirant réellement au gouvernement moral de l'humanité. C'est par cette unique qualité, comme je l'ai déjà fréquemment signalé, que la philosophie théologique et la philosophie métaphysique, malgré leur insuffisance et même leur décrépitude irrécusables, prolongent encore leur vaine

prépondérance politique. Tant que la philosophie positive ne remplira point convenablement cette condition fondamentale, elle ne saurait sortir de son état présent de subalternité politique. L'expérience journalière ne montre-t-elle point, surtout en ce qui concerne les mesures ou les élections dirigées aujourd'hui par les corps savans, toutes les fois, en un mot, que l'esprit d'ensemble devient, à un degré quelconque, directement indispensable, que de bons esprits, entièrement étrangers à la science, mais habituellement placés à un point de vue général, sont finalement plus propres que les savans spéciaux, même au genre de gouvernement qui semblerait le plus devoir exclusivement appartenir à ceux-ci ? On ne saurait nier aussi que l'imperfection ordinaire de l'enseignement scientifique ne tienne principalement aujourd'hui à cet éloignement pour l'esprit d'ensemble, dont nos savans s'enorgueillissent avec un si funeste aveuglement. Il est donc évident que, par cette irrationnelle disposition, ils contribuent eux-mêmes, autant que possible, à maintenir directement leur propre subalternité politique. Leurs sentimens sociaux sont, d'ailleurs, d'ordinaire, à la hauteur de leurs idées. En écartant habituellement la considération prépondérante des intérêts matériels, et en développant la fa-



culté de saisir rapidement les diverses réactions sociales, la culture des sciences positives semblerait devoir, par sa nature, tendre puissamment à contenir, chez ceux qui s'y livrent, l'essor continu de l'égoïsme individuel : elle ne sert, au contraire, que trop souvent aujourd'hui, à le rendre plus systématique, et par suite plus corrupteur peut-être. Or, cette monstruosité passagère tient, sans doute, principalement au défaut d'idées générales chez les savans actuels, qui n'ont d'ailleurs, à cet égard, d'autre tort propre que d'en nier dogmatiquement l'indispensable nécessité.

Tout espoir de coopération quelconque de leur part, soit active, soit même passive, à la fondation d'une vraie philosophie politique, par l'extension convenable de la méthode positive à l'étude fondamentale des phénomènes sociaux, doit donc être aujourd'hui essentiellement abandonné. Ceux d'entre eux qui commencent à manifester une certaine ambition politique, préfèrent presque toujours jusqu'ici se mettre simplement au service des pouvoirs et des partis existans, sauf à n'y être, comme il doit arriver le plus souvent, que de purs instrumens pour les avocats et les autres métaphysiciens ; au lieu d'essayer d'une politique nouvelle, vraiment propre à l'esprit scientifique, mais qui obligerait à se dégager de la routine vul-

gaire : les savans demeurés spéculatifs sont peut-être ordinairement moins inaccessibles encore aux inspirations générales de la philosophie positive. L'essor politique de cette philosophie ne saurait aujourd'hui être énergiquement secondé, dans le monde savant, sauf d'heureuses exceptions individuelles, que par les jeunes intelligences, dont l'ardeur naturelle pour les conceptions générales n'a point encore été éteinte par l'influence prolongée des divers préjugés propres à chaque spécialité exclusive. En ce sens, les diverses institutions de haut enseignement scientifique, qui tendent à introduire de plus en plus, dans la société actuelle, fort au-delà des besoins réguliers des professions savantes, une jeunesse profondément imbuë de l'esprit positif, constituent, à mes yeux, l'une des plus précieuses ressources que le passé nous ait ménagées pour aboutir graduellement à la réorganisation finale des sociétés modernes : telles sont, en France, les écoles de médecine, et surtout notre école Polytechnique, en vertu de son éminent positivité, et malgré son caractère incomplet. Une telle considération a d'autant plus d'importance, que, quels que soient, sous le point de vue philosophique, les irrécusables inconvéniens des savans actuels, il demeure néanmoins incontes-

table que l'esprit positif, qu'il s'agit maintenant d'étendre à la politique, ne saurait être, en général, convenablement développé, comme je l'ai si souvent prouvé, que chez ceux seulement qui, en temps opportun, ont reçu une forte éducation scientifique, ce qui ne peut guère avoir lieu aujourd'hui que pour les jeunes gens d'abord destinés aux différentes spécialités scientifiques, sauf quelques anomalies infiniment rares, sur lesquelles il ne faut pas compter.

Cet aperçu sommaire des principaux points d'appui que l'état présent du monde social peut offrir à l'impulsion régénératrice de la nouvelle philosophie politique, complète suffisamment l'indication générale que je devais ébaucher, dans cette longue mais indispensable introduction, de la destination fondamentale d'une telle philosophie pour correspondre aux plus graves nécessités de notre époque. En plaçant définitivement l'esprit du lecteur au point de vue convenable, et en lui fournissant d'avance une sorte de programme rationnel de l'ensemble des conditions à remplir, le grand travail que je viens d'accomplir, quoique purement préliminaire, devra, j'espère, faciliter et, en même temps, abrégé beaucoup l'opération principale; surtout, il en garantira la pleine efficacité politique, qui,

sans un tel préambule général, eût essentiellement échappé à la plupart des esprits actuels, dont les habitudes politiques sont d'ordinaire si superficielles et si irrationnelles. Les hommes d'état les plus dédaigneux ne sauraient ainsi mettre en doute si la théorie que nous allons tenter de construire directement est vraiment susceptible d'une haute utilité pratique, puisqu'il est maintenant démontré que le besoin fondamental des sociétés actuelles est, par sa nature, éminemment théorique, et que, en conséquence, la réorganisation intellectuelle, et ensuite morale, doit nécessairement précéder et diriger la réorganisation politique proprement dite (1). Toute-

(1) Les rapports généraux entre la théorie et la pratique, surtout en politique, seront, dans la suite de ce volume, comme on doit s'y attendre, directement soumis à une analyse rationnelle. Je dois seulement indiquer ici, à ce sujet, que, dans la politique, de même qu'en tout autre cas, toute confusion, ou simplement toute adhérence trop étroite, entre la théorie et la pratique, est également funeste à toutes deux, en étouffant l'essor de la première, et laissant la seconde s'agiter sans guide. On doit même reconnaître que les phénomènes sociaux, en vertu de leur complication supérieure, doivent exiger un plus grand intervalle intellectuel qu'en aucun autre sujet scientifique, entre les conceptions spéculatives, quelque positives qu'elles puissent être, et leur finale réalisation pratique. La nouvelle philosophie sociale doit donc se garantir soigneusement de la tendance, trop commune aujourd'hui, qui la porterait à se mêler activement au mouvement politique proprement dit, lequel doit surtout rester pour elle un sujet permanent d'observation capitale, où elle ne doit intervenir qu'en remplissant sa mission générale de haut enseignement. Néanmoins, la profonde confusion qui

fois, après avoir, pour satisfaire à la juste exigence des esprits actuels, établi d'abord, avec tout le soin convenable, cette grande et intime co-relation, il importe maintenant de retourner irrévocablement au point de vue strictement scientifique de ce Traité, et de poursuivre l'étude générale des phénomènes de la physique sociale dans des dispositions aussi purement spéculatives que celles qui président déjà à la culture habituelle des autres sciences fondamentales, en n'ayant d'autre ambition intellectuelle que de découvrir les véritables lois naturelles d'un dernier ordre de phénomènes, extrêmement remar-

rène maintenant entre le gouvernement spirituel et le gouvernement temporel ne saurait, sans doute, toujours permettre à l'école positive de s'abstenir de toute participation directe, soit dans les divers pouvoirs constitués, soit au sein des partis existans, à la gestion journalière des affaires générales, ne fût-ce qu'afin d'y mieux faire prévaloir son influence fondamentale. Mais cette école devra scrupuleusement veiller à ce que cette incontestable utilité ne serve involontairement de motif habituel au vain égarement d'ambitions mal conçues. Car, une telle préoccupation active et continue des opérations journalières tend directement, surtout de nos jours, à empêcher ou à altérer toute conception vraiment rationnelle de l'ensemble du mouvement social, à moins qu'une forte élaboration préalable des véritables principes politiques ne prévienne cette pernicieuse fluctuation, chez quelques intelligences privilégiées, qui elles-mêmes agiraient sans doute encore plus sagement, soit pour elles, soit pour leur cause, en conservant une position purement philosophique, en tant, du moins, que le libre choix de leur mode propre d'influence politique pourrait leur être permis, ce qui, je l'avoue, n'est peut-être pas aujourd'hui toujours facilitatif.

quable, et qui n'a jamais été ainsi examiné; sans la prépondérance, désormais continue, d'une telle intention, notre opération philosophique avorterait nécessairement. Néanmoins, avant d'y procéder d'une manière directe, il me reste encore à considérer sommairement, dans la leçon suivante, les principaux efforts philosophiques déjà tentés pour constituer la science sociale, et dont l'appréciation générale doit éminemment tendre, surtout en vertu des habitudes actuelles, à mieux caractériser, sous divers rapports essentiels, la nature et l'esprit de cette dernière branche fondamentale de la philosophie positive.